

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15, place de la République – CS 70527
28019 CHARTRES Cedex

Chartres, le 01/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



CHIMIREC CDS

20, rue Jean Moulin
28700 BÉVILLE-LE-COMTE

Références : VAT20220293

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2022 dans l'établissement CHIMIREC CDS implanté 20, rue Jean Moulin 28700 BÉVILLE-LE-COMTE. L'inspection a été annoncée le 28/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC CDS
- 20, rue Jean Moulin 28700 BÉVILLE-LE-COMTE
- Code AIOT dans GUN : 0010008145
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

– Situation de l'entreprise :

La société CHIMIREC CDS exerce, sur son site de Béville-le-Comte, une activité de la collecte, transit, regroupement et pré-traitement de déchets d'activités économiques. Cet établissement emploie 31 personnes.

– Point sur le classement de l'établissement :

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 janvier 2011. Les arrêtés préfectoraux complémentaires du 28 mars 2012, du 20 mars 2013, du 10 octobre 2016, du 11 juillet 2017, du 10 novembre 2017, du 8 avril 2019 et du 15 septembre 2021 ont mis à jour la situation administrative de l'établissement, mis en œuvre les garanties financières et modifié ses conditions d'exploitation.

Rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées

pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- 3550 : stockage temporaire de déchets dangereux, la capacité étant de 447,75 t (autorisation) ;
- 2718-1 : installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents étant de 437,75 t (autorisation) ;
- 2790-1 : installation de traitement de déchets dangereux, la quantité de déchets traités étant de 5 000 t/an (autorisation) ;
- 2791-1 : installation de traitement de déchets non dangereux, la quantité de déchets traités étant de 12 t/j (autorisation) ;
- 2711-2 : installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, le volume susceptible d'être entreposé étant de 500 m³ (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2714-2 : installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, le volume de susceptible d'être présents étant de 360 m³ (déclaration) ;
- 2795-2 : lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses ou de déchets dangereux : quantité maximale d'eau mise en œuvre : 0,5 m³/j (déclaration avec contrôle périodique).

L'établissement comportant une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 3550 de la nomenclature ICPE, les meilleures techniques disponibles – traitement des déchets (BREF WT) lui sont applicables dans les conditions définies par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019.

– Projets et investissements :

L'exploitant a déposé, le 8 décembre 2021, un dossier de demande d'autorisation environnementale concernant un projet d'extension et de réorganisation de son activité de tri, transit, regroupement et traitement de déchets d'activités économiques. Cette demande est actuellement en cours d'instruction et a fait l'objet d'une demande de compléments en date du 21 janvier 2022. Les échanges relatifs à cette demande de compléments ne font pas l'objet de points de contrôle réglementaires dans le cadre de la présente inspection.

Par ailleurs, l'exploitant a transmis au préfet d'Eure-et-Loir, par courrier du 11 mai 2022, un porter à connaissance relatif à la construction d'un bâtiment dédié à l'entreposage des contenants vides. Ce courrier doit être complété de manière à préciser le volume de stockage maximal dans ce bâtiment, à se positionner vis-à-vis des rubriques de la nomenclature ICPE potentiellement concernées (en particulier la rubrique 2663) et à apporter des informations complémentaires concernant l'exploitation de cette nouvelle installation ainsi que les phénomènes dangereux pouvant l'affecter.

– Incidents ou accidents :

L'exploitant ne signale aucun incident ou accident d'ordre environnemental depuis la dernière inspection.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- évolution des activités et de la situation administrative de l'établissement (dont gestion des suites de la visite d'inspection précédente) ;
- prévention des pollutions ;
- risques accidentels.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--|--|--|-------------------|
| Rejets atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 3.2.3. | / | Sans objet |
| Système de gestion des substances et mélanges | AP Complémentaire du 15/09/2021, article 7 | / | Sans objet |
| Conformité aux meilleures techniques disponibles | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article 2 | / | Sans objet |
| Rétentions | Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 7.6.3. | / | Sans objet |
| Détection incendie et extinction automatique | Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 7.3.2. | / | Sans objet |
| Entretien des moyens d'intervention | Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 7.7.2. | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|-------------------------------------|--|--|-------------------|
| Installations électriques | Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 7.3.3. | / | Sans objet |
| Étiquetage des produits dangereux | Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 7.6.2. | / | Sans objet |
| Gestion des stockages en rétention | Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 7.6.5. | / | Sans objet |
| Manipulation des produits dangereux | Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 7.6.7. | / | Sans objet |
| Protection des milieux récepteurs | Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 7.7.6.1. | / | Sans objet |
| Protection des piézomètres | Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 9.2.3.1. | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Installations électriques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 7.3.3. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Suites de la visite d'inspection précédente |
| Prescription contrôlée : [...] Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. |
| Constats : Pas de non-respect constaté. |
| Observations : Constat du 30/09/2021 : « Le rapport [Q18] précise qu'une vérification partielle du site a été réalisée : « En l'absence de personnel habilité, la mise hors tension des installations HTA n'a pu être réalisée ». L'exploitant a expliqué qu'il s'agit d'une ancienne cellule haute tension qui n'a été arrêtée (redémarrage incertain). L'exploitant a indiqué que le remplacement de la cellule est envisagé (devis en cours). » / Non-conformité 1 : L'ensemble de l'installation électrique n'a pas été vérifié en 2021 (installations HTA). Réponse de l'exploitant du 02/11/2021 : « La commande pour le remplacement de la cellule est validée. L'intervention est programmée début 2022. Le prochain contrôle électrique sera réalisé début Mars 2022 et permettra la coupure électrique nécessaire à la vérification complète des équipements électriques. » L'exploitant présente : <ul style="list-style-type: none">- le procès verbal, établi le 28/04/2022, relatif à la réalisation des travaux de remplacement de la cellule haute tension par la société CLEMESSY ;- le rapport de vérification initiale de l'installation électrique précitée réalisé par la société APAVE en date du 22/03/2022. Trois observations y sont formulées (caillebotis manquant sur un caniveau, fiche de manœuvre à mettre à jour et absence d'alarme visuelle à l'extérieur) ;- le courriel de la société CLEMESSY, en date du 10/05/2022, attestant de la réalisation des travaux de correction des déficiences précitées ;- le rapport de vérification de la totalité des installations électriques (installations haute tension incluses) réalisé par la société APAVE en date du 30/03/2022. Sept observations y sont relevées ;- le devis de la société CLEMESSY relatif à la correction des sept déficiences précitées accepté et signé en date du 07/04/2022 et le courriel de cette société, en date du 10/05/2022, attestant de la réalisation de ces travaux. Visite du local transformateur : les déficiences relevées dans le rapport de vérification initiale des travaux de renouvellement de la cellule haute tension sont corrigées (présence d'un caillebotis sur le caniveau, d'une fiche de manœuvre affichée dans le local, d'une alarme visuelle extérieure). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 3.2.3. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Suites de la visite d'inspection précédente |
| Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) : - COV totaux (en sortie de l'évent de la cuve de stockage d'alcools après traitement au charbon actif) : 110 mg/Nm3. |
| Constats : Maintien du constat de l'inspection du 30/09/2021 : dépassement de la valeur limite de rejets atmosphériques de COVt. |
| Observations : Constat du 30/09/2021 : « L'arrêté préfectoral complémentaire daté du 15/09/2021 ne valide pas la demande de l'exploitant de supprimer la surveillance des émissions de COVt issues des cuves de stockage des jus d'alcool, considérées comme des émissions canalisées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site. Les éléments de justification apportés par l'exploitant à l'appui de sa demande restent insuffisants pour permettre une suppression de la surveillance des émissions issues des événements de la cuve de stockage d'alcool. En effet, il convient que l'exploitant dimensionne la quantité de COV émises (fréquence et durée d'émission, débits), précise si des COV, en particulier avec des propriétés CMR sont susceptibles d'être émis, et indique si des alternatives à la surveillance actuellement prescrite sont envisageables : autre méthode de mesure représentative des émissions, modélisation. Un bilan matière des COV permettant de connaître la quantité respective des émissions diffuses de COV et des émissions canalisées au niveau des cuves d'alcool permettrait également de motiver la demande. » / Non-conformité 2* : Dépassement de la valeur limite de rejets atmosphériques de COVt. Réponse de l'exploitant du 02/11/2021 : « L'Ethyl Alcohol (CAS 64-17-5), seule substance transitant dans cette cuve, n'est pas CMR. Au regard de la quantité de COV annuelle diffuse au niveau de l'évent de la cuve, des résultats comparables obtenus à l'aide de deux outils de modélisation distincts et de l'argumentaire justifiant de l'absence de rejet canalisé et donc de VLEc applicable, CHIMIREC CDS propose de surveiller ses émissions diffuses à l'aide des modélisations présentées dans le présent courrier ainsi que par des mesures réalisées à l'aide d'un PID pendant un an. Ces mesures seront réalisées pendant les phases de respiration de la cuve, lors du remplissage et lors du vidage, en sortie d'évent. Cette étude complète de l'impact de la cuve de stockage d'alcool sur l'environnement permettra de quantifier les émissions de la cuve en toutes circonstances (température extérieure, transfert, repos, niveau de remplissage de la cuve) et de comparer aux résultats des modélisations présentées. [...] Les mesures au moyen d'un PID au niveau de l'évent de la cuve d'alcool sera réalisé tout au long de l'année 2022. » L'exploitant déclare : - que des analyses visant à déterminer les COV présents dans les rejets atmosphériques de sa cuve de stockage d'alcools ont été réalisés au cours de la semaine précédant l'inspection du 12/05/2022, il est en attente de la transmission des résultats ; - qu'un capteur PID (à photoionisation) a été installé début mars 2022 au niveau du rejet à l'atmosphère de la cuve précitée et qu'il effectue également des relevés météo. Ce capteur enregistre les valeurs d'émission de COV (à raison d'un enregistrement par minute), il permettra à l'exploitant de déterminer ces émissions lors des différentes phases d'exploitation de la cuve précitée (remplissage, vidange, repos) et en fonction de la météo (périodes de chaleur par exemple) ; - que les analyses et relevés précités lui permettront de proposer des mesures de gestion et de surveillance des rejets atmosphériques de sa cuve de stockage des alcools. Visite de l'installation de stockage des alcools : présence d'un capteur PID en fonctionnement, placé dans une armoire à proximité de la cuve et relié au point de rejet à l'atmosphère de cette dernière. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Système de gestion des substances et mélanges

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/09/2021, article 7 |
| Thème(s) : Situation administrative, Statut Seveso |
| Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un système de gestion des entrées et sorties des substances et mélanges dangereux, ainsi que des déchets dangereux permettant de garantir à tout moment que le site est en conformité avec l'évaluation du classement SEVESO transmise à l'administration et se situe sous le seuil haut du statut SEVESO. En particulier, pour chaque déchet dangereux présent sur le site, l'exploitant identifie s'il présente des propriétés de dangers pour la santé, de dangers physiques et de dangers pour l'environnement et détermine les rubriques SEVESO associées. Le système de gestion précité indique si l'installation répond à la « règle de dépassement direct seuil bas », à la « règle de dépassement direct seuil haut », à la « règle de cumul seuil bas » ou à la « règle de cumul seuil haut » au sens de l'article R. 511-11 du code de l'environnement. |
| Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un système de gestion des substances et mélanges dangereux, ainsi que des déchets dangereux, permettant de connaître les rubriques Seveso qui leur sont associées et de garantir, à tout moment, que le site est en conformité avec l'évaluation du classement Seveso transmise à l'administration (par dépassement direct ou par cumul). |
| Observations : L'exploitant présente le tableau de détermination de son statut Seveso et l'état de ses stocks de déchets dangereux. Cet état des stocks indique les phrases de risque codifiées qui sont associés aux déchets présents dans l'établissement mais pas les rubriques Seveso auxquelles ils sont associés. En outre, l'exploitant ne dispose pas d'un système de gestion des entrées et sortie des substances et mélanges dangereux, ainsi que des déchets dangereux, lui permettant d'évaluer à tout moment son statut vis-à-vis de la directive Seveso III. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Conformité aux meilleures techniques disponibles

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article 2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Meilleures techniques disponibles – traitement des déchets (BREF WT) |
| Prescription contrôlée : Les prescriptions des annexes du présent arrêté sont applicables aux installations classées au titre d'une ou plusieurs rubriques listées à l'article 1er, autorisées avant le 18 août 2018, dont les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale prévues à l'article R. 515-61 du code de l'environnement sont celles de la décision d'exécution 2018/1147, au 17 août 2022. |
| Constats : L'exploitant doit transmettre son plan d'action en ce qui concerne la mise en conformité de ses installations avec les meilleures techniques disponibles (MTD) 8, 41 et 45 associées au traitement des déchets (BREF WT), ainsi que l'échéancier associé. |
| Observations : Après analyse du BREF WT, l'exploitant a déterminé que ses installations ne sont pas conformes aux MTD 8, 41 et 45. Ces MTD concernent la surveillance des émissions canalisées à l'atmosphère et la réduction de ces émissions. La mise en conformité est attendue avant le 18/08/2022. L'exploitant déclare qu'il réalise actuellement une étude technique de ses broyeurs en ce qui concerne la captation et, le cas échéant, le traitement de leurs émissions atmosphériques. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Étiquetage des produits dangereux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 7.6.2. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions |
| Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible. |
| Constats : Pas de non-respect constaté. |
| Observations : Visite de la cellule d'entreposage des déchets corrosifs et de la cellule d'entreposage des déchets d'huile, pâteux, CMR, toxiques et de verrerie souillée : - les contenants portent la dénomination de leur contenu ainsi que le numéro et le symbole de danger qui lui sont associés ; - le nom du type de déchet entreposé, ainsi que les symboles de danger associés aux substances et mélanges, sont affichés sur la porte d'accès à ces cellules. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Rétentions

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 7.6.3. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions |
| Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 60 % de la capacité des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention à de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. |
| Constats : Les déchets d'huile, pâteux, CMR, toxiques et de verrerie souillée ne sont pas associés à une capacité de rétention dont le volume est suffisant. |
| Observations : Visite de la cuve de la zone de stockage des alcools, de la cellule d'entreposage des déchets corrosifs et de la cellule d'entreposage des déchets d'huile, pâteux, CMR, toxiques et de verrerie souillée : <ul style="list-style-type: none">- présence d'une cuve de stockage d'alcools de 30 m3 et d'une cuve d'eaux souillées de même volume associées à une même rétention en béton, dont le volume est manifestement supérieur à 30 m3. La rétention précitée est exempte de liquides et de dégradation notable ;- les déchets corrosifs sont stockés sur des capacités de rétention de volume suffisant. Ces rétentions sont métalliques et sont exemptes de liquides et de dégradation notable ;- les déchets d'huile, pâteux, CMR, toxiques et de verrerie souillée sont stockés directement sur le sol (en béton revêtu et ne présentant pas de dégradation notable) de la cellule qui leur est dédiée. Ce sol présente une légère contre-pente, toutefois, le volume de liquide pouvant y être retenu est très faible et est manifestement insuffisant vis-à-vis de la quantité de déchets présents et de la capacité d'entreposage de la cellule. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Gestion des stockages en rétention

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 7.6.5. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions |
| Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...] L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. [...] |
| Constats : Pas de non-respect constaté. |
| Observations : Visite de la cellule d'entreposage des déchets corrosifs : <ul style="list-style-type: none">- présence de déchets acides et basiques ;- un affichage précise le côté de la cellule affecté aux déchets acides et celui affecté aux déchets basiques ;- les déchets incompatibles (acides et basiques) ne sont pas associés à la même capacité de rétention ;- présence, à proximité de la cellule, d'un tableau précisant les incompatibilités entre substances dangereuses ;- les capacités de rétention examinées sont vides. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Manipulation des produits dangereux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 7.6.7. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions |
| Prescription contrôlée : Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. |
| Constats : Pas de non-respect constaté. |
| Observations : Visite de la zone de broyage des déchets : <ul style="list-style-type: none">- le sol de la zone est en béton, recouvert par endroits de plaques métalliques fixes visant à prévenir sa dégradation ;- il n'est pas observé de dégradation susceptible de remettre en cause l'étanchéité du sol précité ;- présence d'avaloirs permettant de récupérer les fuites éventuelles et de les diriger vers une zone dédiée du bassin de rétention (séparée du reste du bassin par des cloisons en béton). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Protection des milieux récepteurs

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 7.7.6.1. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions |
| Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de cantonnement de 10 m ³ , relié par surverse à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 366 m ³ avant rejet vers le milieu naturel. La pompe de relevage n°2 est automatiquement bloquée pour éviter tout déversement vers le milieu extérieur. [...] Les bassins sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. |
| Constats : L'exploitant entrepose des matières combustible sur une zone de son établissement dépourvue d'un système d'isolement et de rétention des eaux d'extinction polluées lors d'un incendie. L'exploitant transmet, par courriel du 13/05/2022, des photographies démontrant que les matières combustibles précitées ont été déplacées vers une zone de son établissement pourvue d'un système d'isolement et de rétention des eaux d'extinction polluées lors d'un incendie. |
| Observations : Visite de l'établissement : <ul style="list-style-type: none">- présence de deux bassins versants : le bassin versant principal et le bassin versant de l'extension ;- le bassin versant principal est pourvu d'un bassin de confinement en béton. Ce bassin collecte les eaux pluviales de l'établissement et est muni d'une pompe de relevage. En cas d'incendie, cette pompe est automatiquement arrêtée (présence de poires de niveau), par ailleurs, un arrêt manuel de cette pompe est possible. Le volume disponible dans ce bassin est estimé suffisant le jour de l'inspection ;- présence d'un parking et d'une zone imperméabilisée sur le bassin versant de l'extension. Des bennes métalliques vides et des matières combustibles (contenants en plastique vides) y sont entreposées. Toutefois, le dispositif de collecte des eaux pluviales (constitué d'avaloirs, d'un séparateur d'hydrocarbures et de noues d'infiltration) est dépourvu d'un dispositif permettant d'isoler et de retenir les eaux d'extinction polluées lors d'un incendie. L'exploitant déclare qu'il prévoit la mise en place d'un tel dispositif en ce qui concerne le bassin versant de l'extension. De plus, dans l'attente, il s'engage à déplacer les matières combustibles entreposées sur le bassin versant de l'extension vers une zone imperméabilisée située sur le bassin versant principal (cette opération a débuté au cours de la visite). Enfin, l'exploitant déclare également qu'il prévoit de mettre en place un clapet entre ses deux bassins versants afin qu'une mise en charge du bassin versant principal n'occasionne pas d'écoulement sur celui de l'extension. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Protection des piézomètres

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 9.2.3.1. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions |
| Prescription contrôlée : La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir de 3 piézomètres situés aux endroits suivants : <ul style="list-style-type: none">- PZ1: maison du gardien ;- PZ2 : voirie ;- PZ3 : entrée pompiers. |
| Constats : Pas de non-respect constaté. |
| Observations : Visite de l'installation : <ul style="list-style-type: none">- présence de trois piézomètres aux emplacements prescrits ;- ces dispositifs sont situés dans des regards et sont donc protégés des chocs ;- les têtes des piézomètres sont capotées, cadénassées et sont également surélevées par rapport au fond du regard afin de prévenir les risques de pollution de la nappe. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Détection incendie et extinction automatique

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 7.3.2. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie |
| Prescription contrôlée : Les locaux suivants sont pourvus d'un système de détection incendie : <ul style="list-style-type: none">[...] - cellule acides ;[...] - local de démantèlement des parfums. Pour la zone des broyeurs : la trémie est équipée d'un système [...] d'extinction incendie automatique (extinction à mousse). |
| Constats : L'exploitant doit s'assurer que le système d'extinction automatique de la zone de broyage est fonctionnel en cas d'incendie (exposition aux effets thermiques, arrosage des installations électriques). |
| Observations : Visite de la cellule d'entreposage des déchets corrosifs (cellule des acides) et de la zone de broyage (local de démantèlement des parfums) : présence d'un système de détection d'incendie. Par ailleurs, la zone de broyage et la trémie du broyeur sont pourvus d'un système d'extinction d'incendie à mousse. Ce système est situé à proximité de la fosse de stockage et à proximité de l'un des broyeurs, ainsi il convient que l'exploitant s'assure qu'il reste fonctionnel en cas d'incendie (exposition aux effets thermiques, arrosage des installations électriques). |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Entretien des moyens d'intervention

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 7.7.2. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie |
| Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état [...]. [...] Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie e de secours et de l'inspection des installations classées. |
| Constats : L'exploitant a partiellement traité les défauts affectant ses robinets d'incendie armés (RIA) et n'a pas résorbé la fuite affectant le surpresseur de son système d'extinction automatique. Par ailleurs, il ne dispose pas du rapport de vérification de son installation de détection d'incendie mais uniquement de bons d'intervention. |
| Observations : Examen des rapports de vérification suivants : <ul style="list-style-type: none">- extincteurs : vérification réalisée par la société EXTINGTEUR ECLAIR le 03/11/2021. Ce rapport fait apparaître des observations. Un rapport d'intervention de la même société, concernant les travaux de mise en conformité des défauts repérés, est joint au rapport de vérification précité ;- désenfumage : vérification réalisée par la société EXTINGTEUR ECLAIR le 03/11/2021. Pas d'observation formulée dans ce rapport ;- RIA et PIA : vérification réalisée par la société TYPCO le 23/11/2021. Quatre observations sont formulées dans ce rapport. L'exploitant a tracé dans le rapport la réalisation des travaux de correction de deux des défauts relevés. Toutefois deux de ces défauts n'ont pas fait l'objet d'actions correctives ;- poteaux incendie : l'exploitant présente le courriel de la commune de Béville-le-Comte, en date du 10/11/2021, l'informant des résultats des essais réalisés en ce qui concerne les poteaux incendie sur lesquels il s'appuie pour sa défense incendie ;- système de détection incendie : vérification réalisée par la société DESAUTEL le 23/12/2021. Toutefois l'exploitant ne dispose pas du rapport de vérification de son installation de détection d'incendie mais uniquement de bons d'intervention ;- système d'extinction automatique : vérification réalisée par la société DESAUTEL le 23/12/2021. Une fuite est signalée sur le surpresseur. L'exploitant a reçu un devis concernant les travaux de réparation de cet équipement (nécessite un retrait temporaire du surpresseur), toutefois il ne l'a pas accepté car il souhaite le faire réparer sur place afin d'éviter d'indisponibiliser entièrement son système d'extinction ;- portes coupe-feu : vérification réalisée par la société ASSA ABLOY le 19/05/2021 (une vérification a été réalisée le 02/05/2022 mais l'exploitant ne dispose pas encore du rapport afférent). Un défaut est relevé en ce qui concerne la porte coupe-feu n° 8. L'exploitant déclare avoir fait réaliser les travaux nécessaires. Visite de l'installation : réalisation d'un essai de la porte coupe-feu n° 8 : concluant (après déclenchement, la porte se ferme entièrement, elle est ensuite ramenée et maintenue dans sa position initiale). |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |